

LE TEMPS

l'avis de l'expert Jeudi 18 mars 2010

Une année après le coup d'Etat, l'anarchie règne à Madagascar

Par José Ribeaud

Le putsch d'Andry Rajoelina, le 17 mars 2009, n'a fait qu'accentuer la gabegie politique et économique de l'île Rouge. Les perspectives d'avenir sont sombres dans ce pays pourtant riche en ressources naturelles, culturelles et intellectuelles. Par José Ribeaud, journaliste et formateur de journalistes à Madagascar

Le 17 mars 2009, le président élu de Madagascar, Marc Ravalomanana, était contraint par l'armée à démissionner et à s'exiler. Le même soir, Andry Rajoelina, maire de Tananarive, s'autoproclamait président d'un gouvernement de transition dont il désigna lui-même les membres. Douze mois plus tard, le TGV malgache – surnom de Rajoelina et abréviation de sa formation politique – a démontré son incapacité à rétablir l'ordre constitutionnel et son incompetence à gérer la grande île de l'océan Indien.

L'un se prenait pour le messie, l'autre pour le sauveur. Le premier a conduit son pays au bord du gouffre. Le second l'y a précipité. Ivres de pouvoir et aveuglés d'orgueil, les deux mégalomanes ont lamentablement échoué dans leur ambition de sortir Madagascar du cycle infernal de la corruption, de l'injustice et de la misère.

Après 60 ans de colonisation française, 50 ans d'indépendance, 3 républiques successives et quelques coups d'Etat, l'île rouge est aujourd'hui plongée dans l'anarchie et mise au ban de la communauté internationale.

Madagascar n'a toujours pas de président démocratiquement élu. La vie parlementaire est en veilleuse. L'ordre constitutionnel n'est pas respecté. La rue dans la capitale est livrée à l'insécurité, à la violence, au pillage. La population aspire à la paix et à la bonne gouvernance. Au lieu de cela, les droits élémentaires des citoyens sont bafoués, la presse est muselée, les arrestations arbitraires sont quotidiennes. La pauvreté s'étend. Chaque jour, le pays, qui compte officiellement 178 partis politiques, s'enfoncé davantage dans la misère, l'insalubrité, la paralysie, l'isolement et les règlements de comptes. L'armée est divisée. Des groupes paramilitaires rançonnent. Des policiers n'obéissent plus à leur hiérarchie. Des personnalités dérangeantes sont condamnées lors de procès expéditifs.

Le jeune loup qui monopolise le pouvoir a démontré son incapacité à rétablir l'ordre public et à regagner la confiance des investisseurs potentiels et des bailleurs de fonds étrangers. L'économie est dans un état calamiteux. Les prix flambent. Le marché noir fleurit. La monnaie nationale s'effondre. Le secteur touristique, qui était promis à un bel avenir, est sinistré. Des bandes incontrôlées pillent les richesses naturelles dont l'île regorge.

Cette gabegie est le résultat d'un coup d'Etat improvisé par un autodidacte flagorneur et narcissique. En janvier 2009, Andry Rajoelina mit le feu à une poudrière qu'il ne parvient plus à éteindre. L'ancien disc-jockey croyait avoir gagné la partie. Surtout que l'ancienne puissance coloniale, la France,

appuyait ouvertement son coup d'Etat. En misant sur une tête brûlée, le Quai d'Orsay a commis une bévue aux conséquences incalculables. Car le protégé de la diplomatie française se montre chaque jour plus gouaillieur, plus dilettante et plus manipulé par des clans qui misent sur sa faiblesse.

Marc Ravalomanana ne parvenait plus à dissocier les intérêts de ses entreprises des revenus de l'Etat. Dans son délire religieux, il ignorait la misère de son peuple et vilipendait l'argent public. L'ex-manager président de Madagascar méprisait l'armée, son successeur ne la contrôle pas. Quant aux hiérarchies catholique et protestante, elles se révèlent incapables de jouer le rôle de médiatrice respectée et efficace qu'elles ont tenu ensemble dans le passé. La première ménage le catholique Rajoelina, la seconde reste fidèle à son demiurge Ravalomanana.

La crise malgache a été provoquée par des démagogues malgaches. Elle ne peut être résolue que par les Malgaches eux-mêmes. Toute ingérence étrangère serait contre-productive. Néanmoins, la non-reconnaissance du régime de transition par la communauté internationale, y compris par l'Union africaine, est très pénalisante pour la population malgache. L'Union européenne a interrompu son aide budgétaire. Le Parlement européen condamne un régime illégal. Les Etats-Unis ont suspendu l'AGOA, c'est-à-dire les facilités accordées aux produits des pays pauvres pour accéder au marché américain. La Banque mondiale et le FMI sont aussi dans l'expectative.

Le ballet diplomatique conduit par l'ancien président du Mozambique Joachim Chissano et par le président de la Commission de l'Union africaine Jean Ping avec l'appui du Groupe international de contact sur Madagascar était parvenu, en novembre 2009, à faire signer l'Accord d'Addis-Ababa par les chefs de file des quatre mouvances impliquées dans la crise malgache. Ce document définissait des institutions complexes et pléthoriques ainsi qu'un calendrier approximatif en vue d'assurer une transition consensuelle vers un régime démocratique. Mais à peine de retour dans son fief de Tananarive, Rajoelina reniait sa signature, violait son engagement et bloquait le processus de sortie de crise. Il démontre ainsi qu'il préfère laisser son peuple dans la misère plutôt que de faire des concessions pour rétablir la démocratie. Pourtant, Madagascar est un pays plein d'avenir car riche de sa diversité ethnique, de sa jeunesse qui aspire à une vie meilleure, de son patrimoine culturel et artisanal, de sa flore et de sa faune endémiques, de ses 5000 km de côtes et de ses eaux territoriales poissonneuses. Riche surtout de ses forêts de bois précieux et de ses terres arables convoitées par des multinationales de l'agroalimentaire. Riche de ses ressources en minerais et pierres précieuses partiellement inventoriées et encore peu exploitées. Ces richesses expliquent la guerre d'influence que se livrent les Etats-Unis, le Canada, la France et la Chine en marge de cette crise.

Madagascar a besoin d'hommes et de femmes nouveaux. Ils - et elles - existent. A Madagascar même et à l'étranger. A Tananarive et en province. En Europe, au Japon, aux Etats-Unis et ailleurs encore. Ce sont des diplomates, des professeurs, des juristes, des scientifiques, des managers, d'anciens ministres et hauts fonctionnaires intègres et compétents, etc. Ils sont désireux de servir leur pays en toutes indépendance et loyauté. Certains se terrent à Madagascar dans la crainte d'être emportés par la vague d'arrestations et de répression. D'autres ont peur de rentrer au pays pour les mêmes raisons.

Le meilleur service que Rajoelina pourrait rendre à sa patrie serait de dissoudre la Haute Autorité de transition (HAT) et de s'effacer après avoir confié momentanément le pouvoir à un gouvernement d'unité nationale formé de personnalités au-dessus de tout soupçon. La présidence pourrait être assumée par Raymond Ranjeva, juge à la Cour internationale de justice à La Haye, personnalité indépendante, sans ambition déplacée et qui bénéficie de la confiance de la communauté

LE TEMPS © 2009 **Le Temps SA**